

From: evens fils

Sent: Thursday, March 12, 2020 5:49:48 AM (UTC+00:00) Monrovia, Reykjavik

To: CAO Compliance

Subject: Plainte contre iFC/Banque Mondiale

[External]

Salut,

Nous, 174 familles paysannes à Ouanaminthe, Haïti, déposons une plainte contre la Banque Mondiale concernant le projet industriel dénommée CODEVI/Zone Franche Ouanaminthe, Haïti.

Cette plainte est rédigée au nom des 174 familles d'agriculteurs victimes de l'expropriation et de l'escroquerie de la Banque Mondiale, la Compagnie Codevi et l'Etat Haïtien.

Nous avons vécu dans cette localité (Ouanaminthe/Haïti) depuis plus de 40 ans et nous pouvons être contactés [REDACTED]

Notre identité peut-être révélée.

Au fait, en 2002, en Haïti, la Banque Mondiale a financé un projet industriel, la CODEVI. La CODEVI n'avait pas de terre et a désiré une terre qui était occupée et cultivée par des familles paysannes Haïtiennes. Les paysans ne voulaient pas céder leur terre. Il y eu plusieurs émeutes et des morts. Pour pouvoir s'installer à Ouanaminthe/Haïti, la Banque Mondiale avait posé comme condition: il faut que les paysans déplacés retrouvent leur terre; l'Etat Haïtien avait promis les terres; la CODEVI avait promis de construire les logements pour les paysans déplacés. Mais tout cela ne fut qu'un stratagème pour déposséder les paysans. Car pour ces millionnaires capitalistes, les paysans ne sont pas des hommes.

En revanche, 18 ans plus tard, les paysans se retrouvent sans terre, sans être relocalisés. Leur agriculture a été cruellement détruite. Ils ont reçu 50\$ US pour leur récolte et n'ont jamais été relocalisés.

Aujourd'hui, 18 ans, plus tard, la Banque Mondiale, la CODEVI, l'Etat Haïtien se sont révélés trois criminels capables de détruire les seules ressources des familles paysannes. Dans leur inhumanité, ils ont menti aux paysans et ont laissés ces derniers dans une misère abjecte. Les paysans réclament leur terre, les maisons qui ont été promises, ainsi que les aides techniques.

La Banque Mondiale/IFC a reçu plusieurs plaintes et tout s'est passé comme une lettre à la poste. Des rencontres, encore des rencontres, toujours des rencontres après 18 ans de criminalité, tel est leur bilan.

La Banque Mondiale/IFC avait financée ce projet criminel sans respecter ses conditions. La Banque Mondiale était au courant de la méchanceté infligée aux agriculteurs et garde silence.

Espérant que cette plainte permettra aux paysans de retrouver leur terre et leur ressources, je vous en remercie par avance.

Pour les paysans:
Me Evens Fils
Avocat-Mandataire